

L'ÉDITO

Jurek Kuczkiewicz
**BUDGET DE L'UE :
UN DÉBAT
EXISTENTIEL**

Le débat qui approche, sur l'élaboration du budget de l'UE pour la prochaine période pluriannuelle à partir de 2020, obligera à une introspection autrement plus existentielle que les crises successives qui ont « frappé » l'UE depuis bientôt dix ans. L'âpreté de ce débat est causée par la sortie du Royaume-Uni, qui privera le budget européen de quelque 10 milliards de euros de revenus nets, sur un budget annuel actuel de quelque 162 milliards d'euros (rappelons que ce chiffre représente à peine 1 % du PIB total de l'UE, et que la politique de cohésion - les fonds régionaux - et le soutien à l'agriculture et à la pêche absorbent à eux seuls les trois quarts des dépenses de l'UE). Pourquoi la discussion promet-elle d'être existentielle ? Car, qu'ils le veuillent ou non, elle obligera les dirigeants et les citoyens européens à poser la

question de la finalité de l'UE en leur imposant brutalement la question des moyens qu'ils seront prêts à y consentir. En effet, tout indique aujourd'hui qu'aucun Etat membre ne voudra que l'on compense par une hausse des contributions des 27 la disparition de celles du 28^e... Procéder à des ajustements ne sera plus suffisant : c'est l'entièreté du budget qu'il faudra revoir. L'exercice sera cornélien : il obligera à décider, choisir, équilibrer,

Il faudra d'abord se remettre d'accord sur la finalité de l'UE

assumer et rapprocher. Il faudra d'abord décider, c'est-à-dire se remettre d'accord sur la finalité de l'UE. Celle-ci doit-elle rester une véritable union qui vise un progrès pour tous et une convergence vers le haut par l'égalisation des chances des plus faibles (on parle ici des régions, mais cela vaut aussi pour les individus) ? On a ici la faiblesse de penser que c'est la raison d'être première de l'Union européenne. Mais ceci doit être reconfirmé. Il faudra choisir, et donc aussi renoncer, car tout ne sera pas possible. Quelles politiques seront prioritaires car elles servi-

ront le plus l'objectif essentiel ? Va-t-on continuer à subventionner certains secteurs de notre agriculture plutôt que d'autres ? Choisira-t-on de continuer à financer le rattrapage des régions les plus prospères par les régions les moins avancées, une politique qui a permis successivement à l'Irlande, l'Espagne, le Portugal, puis les pays d'Europe centrale et orientale d'opérer des bonds vers la prospérité ? Il

faudra ensuite assumer de diminuer les programmes européens et leurs bénéficiaires, ou d'augmenter les moyens financiers européens, synonyme de transferts de ressources des niveaux nationaux vers le niveau européen... On devra enfin trouver un juste milieu dans la manière de gérer les dépenses européennes, entre l'effet de levier que permet une concentration de moyens et la subsidiarité selon laquelle les meilleures décisions sont celles qui sont prises au plus près des problèmes. Ce ne sera possible que si l'on réussit à écouter et impliquer davantage les entités territoriales. « *Là où le citoyen fera son jugement...* », comme l'explique Karl-Heinz Lambertz, nouveau président du Comité européen des régions.